

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 22 mai 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 2 mai 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)**

Centrale de l'Est - route nationale

57270 Richemont

Références : RICHEMONT\_ALFI\_2023-05-15\_RAPVI\_AN-SGS-incidt-accidt\_CPE\_24946  
Code AIOT : 0006201722

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 mai 2023 dans l'établissement Air liquide France industrie (ALFI) implanté Centrale de l'Est - route nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 31 mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale "Suivi du REX accident/incident Seveso haut" visant à contrôler la mise en œuvre et l'application du système de gestion de la sécurité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Air liquide France industrie (ALFI)
- Centrale de l'Est - route nationale 57270 Richemont
- code AIOT : 0006201722
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : non

La société Air liquide France industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des incidents/accidents
- système de gestion de la sécurité (SGS)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des incidents/accidents	arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8	/	sans objet
2	Gestion des incidents/accidents	arrêté ministériel du 26/05/2014, article annexe I – 6 partiel	/	sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des incidents/accidents	arrêté ministériel du 26/05/2014, article 7 partiel	/	sans objet
4	Gestion des incidents/accidents/presque accidents	code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 partiel	/	sans objet
5	Gestion des incidents/accidents	arrêté ministériel du 26/05/2014, article annexe I partiel	/	sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats n'ont pas mis en évidence de non-conformité.

L'exploitant a mis en place les procédures relatives au suivi du retour d'expérience (REX) accident/incident Seveso haut. Ces procédures sont intégrées au système de gestion de la sécurité (SGS) et n'appellent pas d'observations particulières.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des incidents/accidents

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> actions nationales 2023, existence d'un SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I du présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (SGS). À la demande de l'inspection, il a présenté la partie concernant le traitement des accidents et incidents référencée 0.IM.07.14 en version 4.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 26/05/2014, article annexe I – 6 partiel
<b>Thème(s) :</b> actions nationales 2023, mode de recensement des événements et mode de filtre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  La détection, le signalement et la collecte des incidents sont organisés de la façon suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Incident</li> <li>2. Mise en oeuvre immédiate de mesures pour contrôler la situation</li> <li>3. Recueil des faits à chaud (préserver les preuves, documenter la scène)</li> <li>4. Enregistrement dans l'outil dédié REACT</li> <li>5. Catégorisation et classification : par type et gravité</li> <li>6. Constitution de l'équipe d'analyse selon le type</li> <li>7. Analyse et constitution du dossier événement : collecte des faits, détermination des causes racines, choix des actions correctives, préventives ou d'amélioration</li> <li>8. Partage du retour d'expérience</li> <li>9. Réalisation d'un plan d'actions pour éviter la récurrence et sa mise en oeuvre</li> <li>10. Clôture du plan d'actions</li> </ol> <p>Les incidents et accidents sont saisis dans le logiciel REACT accessible à tous les niveaux hiérarchiques ou opérationnels potentiellement concernés.</p> <p>L'annexe 11 page 31 du document présenté détermine en fonction du type d'évènement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qui doit être informé et par qui ;</li> <li>- les délais ;</li> <li>- les moyens (téléphone, message).</li> </ul> <p>Au sein du site de Richemont, la remontée s'organise de la manière suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un comité local composé du responsable de site et de l'encadrement se réunit tous les lundis et liste l'ensemble des événements de la semaine passée.</li> <li>2. Le comité détermine la personne responsable de saisir les événements sous REACT. Les événements saisis sont analysés par un comité national qui valide afin que les classifications des événements saisis soient harmonisées à l'échelle du groupe.</li> <li>3. Un fiabiliste traite chaque événement saisi.</li> <li>4. Un plan d'action est établi et saisi sous REACT et sous le logiciel de maintenance (GEMAO : gestion de la maintenance assistée par ordinateur) si nécessaire.</li> </ol> <p>Un carnet de quart dématérialisé sous E-log book est présenté à l'inspection. Ce dernier permet aux agents de le saisir via leur téléphone mobile.</p> <p>Chaque événement est défini et discriminé au chapitre 4 du document présenté :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4.1 Incident, situation dangereuse et événement sécurité</li> <li>4.2 Accident, presque accident : l'exploitant a choisi de réserver le terme accident en cas de dommage corporel</li> <li>4.3 Sévérité d'un événement sécurité</li> </ol> <p>Un logigramme en annexe 2 détaille la catégorisation et classification d'un incident ou d'une situation dangereuse.</p> <p>Cette classification permet d'identifier les accidents majeurs. Trois typologies d'événements sont classifiées :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1/ Annexe 7 - classification d'un événement sécurité des procédés (PSE)</li> </ol>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- PSE grave</li> <li>- PSE potentiellement grave</li> <li>- PSE mineur</li> </ul> <p>2/ Annexe 8 - classification d'un incident environnement de trois niveaux déterminés en fonction de conséquences quantifiables (durée d'assainissement, conséquences financières, etc ...)</p> <p>3/ Annexe 9 - classification d'un incident fiabilité</p> <p>Quatre niveaux de L1 (le plus grave) à L4 (sans conséquences)</p> <p>L'échelle européenne n'est pas utilisée mais les grands principes se retrouvent dans la classification du groupe.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

### N° 3 : Gestion des incidents/accidents

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 26/05/2014, article 7 partiel
<b>Thème(s) :</b> actions nationales 2023, suivi des défaillances de mesures de maîtrise de risques (MMR)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 5. Mesures de maîtrise des risques</p> <p>[...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>[...]</p> <p>À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers, le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les défaillances et anomalies des MMR sont enregistrées dans REACT et la procédure reste la même qu'en cas d'incident/accident détaillée au point de contrôle n°2.</p> <p>Tout comme les incidents/accidents, les mesures correctives des défaillances des MMR sont suivies dans REACT dans le logiciel de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GEMAO).</p> <p>Lors de la révision de l'étude de dangers en juin 2019, les défaillances de deux MMR ont été prises en compte et intégrées en mettant en place des actions correctives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 partiel
<b>Thème(s) :</b> actions nationales 2023, déclaration et analyse des causes des événements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration des événements sécurité respecte les modalités définies par le tableau de synthèse présenté en annexe 11 du document présenté (information interne et réglementaire).</p> <p>Elles précisent, selon le type d'événement, le processus d'information interne et externe, les supports de déclaration et les délais à respecter, entre autres, pour la réalisation des analyses.</p> <p>La DREAL est prévenue immédiatement d'incidents industriels spécifiques, lorsqu'ils ont une répercussion externe. La liste est reprise en annexe 4 du document présenté. Un exemple de formulaire de déclaration est proposé par le BARPI (bureau d'analyse des risques et pollutions industriels) et disponible sur le site internet du BARPI.</p> <p>Pour les événements sécurité, la DSIQ (direction de la sécurité industrielle et qualité) assure le reporting vers le groupe via son outil de notification, actuellement Intellex.</p> <p>Tous les accidents (avec et sans arrêt), incidents de sécurité potentiellement graves (ISPG ou ISPTTrèsG), événements sécurité des procédés (PSE), événements sécurité routière (RSE), situations dangereuses pertinentes sur décision de l'encadrement et du responsable de la sécurité industrielle et qualité (RSIQ), sont déclarés dans REACT (et Intellex pour ceux répondant aux critères d'enregistrement).</p> <p>Chaque accident avec ou sans arrêt, ISPTG, PSE, RSE graves et potentiellement graves donnera lieu à une analyse, de préférence par la méthode de l'arbre des causes (via l'outil myRCA) et à la constitution d'un dossier événement selon une trame dossier événement.</p> <p>Ce dossier événement servira de support à une réunion de restitution au management, tout comme il pourra être utilisé pour un partage de retour d'expérience (REX) avec et sur les autres sites (dossier en pièce jointe dans REACT).</p> <p>Le document est initié dès la survenance et la classification de l'accident, de l'ISPTG, du RSE ou du PSE grave ou potentiellement grave. Une première restitution (même analyse incomplète) est faite dans les deux semaines suivant l'événement au personnel encadrant.</p> <p>Lorsque le dossier événement est finalisé (recueil des faits, causes premières identifiées, arbre des causes réalisé, plan d'actions défini), le responsable de site ou le délégataire sécurité organise une réunion de restitution avec l'invitation systématique du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- directeur général d'ALFI,</li> <li>- directeur sécurité industriel et qualité,</li> <li>- directeur d'activité,</li> <li>- responsable sécurité industrielle et qualité (RSIQ) référent,</li> <li>- deux RSIQ de la zone,</li> <li>- responsable national SIQ de l'activité,</li> <li>- directeur de la direction industrielle concernée ou son représentant,</li> <li>- toute autre partie prenante jugée pertinente (ressources humaines, expert, etc ...).</li> </ul> <p>Cette réunion de restitution vise à "valider" l'arbre des causes (et notamment ses causes premières) ainsi que le plan d'actions qui doit permettre d'éviter que l'accident, l'ISPTG, le RSE ou PSE grave se reproduise. Le dossier événement est ensuite joint à la fiche REACT.</p> <p>Le plan d'actions est enregistré, suivi et soldé dans l'outil de gestion de plan d'actions Amélie.</p>

La bonne réalisation du plan d'actions est de la responsabilité du responsable d'établissement.  
L'inspection a demandé par sondage à l'exploitant de lui présenter la trame du dossier événement pour l'incident n°33336 sous REACT du 17 mars 2022 relatif à un épandage de fuel lié à une chaudière mobile.

**Type de suites proposées :** sans suite

**Proposition de suites :** sans objet

N° 5 : Gestion des incidents/accidents

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 26/05/2014, article annexe I partiel
<b>Thème(s) :</b> actions nationales 2023, exploitation du REX
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 6. Surveillance des performances [...] Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi en s'inspirant des expériences du passé. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant réalise des "Stop for safety" sur décision du directeur d'activité. Il n'est donc pas systématique. Un "Stop for safety" est une information rapide, à chaud avec les éléments de contexte, les éléments conservatoires, l'analyse des causes au regard des règles existantes, et ce afin de permettre une communication aux équipes au plus vite. L'objectif étant : - de sensibiliser les équipes, - de s'assurer que les moyens préventifs sont bien mis en place, - si besoin, de déterminer les actions à mettre en œuvre afin d'éviter un accident ou un incident de sécurité potentiellement grave (ISPG) ou ISPT très G. Le "Stop for safety" s'adresse aux chefs d'établissements et managers d'activités concernées (responsable de site, responsable d'exploitation, responsable de maintenance, etc ...). La direction de la sécurité industrielle et qualité (DSQI) est systématiquement informée. Sont aussi invités le directeur sécurité industrielle et qualité (SQI) ainsi que le référent national SIQ d'activité, et toute autre personne qu'il serait pertinent de convier. Le "Stop for safety" peut aussi s'adresser à un public plus large (tous les managers d'ALFI par exemple) si le sujet le nécessite ou le justifie. Le "Stop for safety" est réalisé par le manager de l'activité concernée (responsable de site, responsable d'exploitation, responsable de maintenance, etc ...), aidé du responsable SIQ et du référent national SIQ d'activité en support. Ces mêmes personnes sont chargées de l'animer. La base de données REACT est une base de données commune à ALFI. Elle permet d'identifier la récurrence des événements (géographie, type d'installation ...) et de décider de plans d'actions nationaux. En particulier, le pôle affaires réglementaires et maîtrise des risques (ARMR) de la DSIQ passe en revue chaque semaine les événements déclarés la semaine précédente dans REACT afin d'identifier les événements sécurité des procédés (PSE). D'autres revues sont réalisées ponctuellement par les activités sur les événements. Dans le cadre de la politique de prévention des accidents, chaque dossier de suivi, en fonction de son contexte, permet sa capitalisation par d'autres entités susceptibles de vivre le même incident, de manière à l'éviter. Pour tout type d'évènement, lorsque jugé nécessaire, une alerte peut être émise de manière à avertir rapidement les sites d'un évènement important potentiel (sécurité, fiabilité ...) et d'inciter ces sites à prendre des mesures compensatoires (retrait de matériels, arrêt de production, rappel de lots ...) dans un temps très court. En outre, pour tout type d'évènement, lorsque jugé nécessaire, une fiche de capitalisation, dite fiche REX (retour d'expérience), peut être émise de manière à expliquer l'évènement, ses causes, les actions menées et les leçons apprises. Ces fiches sont disponibles via le Google site "¼ heure sécurité". Les alertes ou les fiches REX peuvent être remontées par les directions opérationnelles à un niveau supérieur au groupe ALFI. Dans cette phase de capitalisation, les experts techniques jouent un rôle très important dans l'analyse des causes profondes, les solutions à implémenter, et les installations concernées. Par sondage, l'inspection a demandé la présentation d'une fiche REX sur l'incident enregistré sous le n°REACT 29738 - inflammation d'hydrogène lors d'une opération de tuyauterie. L'incident a fait l'objet d'une présentation en "causerie sécurité".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet